

Déclarations de ministres

M. Clark (Yellowhead): La voix de la peur.

M. Broadbent: Monsieur le Président, la prise de contrôle de la société Dome Petroleum a été un autre signe des événements à venir.

Des voix: Une entreprise en faillite.

M. Broadbent: La société Dome Petroleum était la plus grande entreprise canadienne du secteur énergétique. Les Américains ont dit au gouvernement de ne rien faire pour empêcher cette mainmise et le gouvernement n'a évidemment rien fait. Dans le document qu'on nous demande d'examiner, nous constatons à nouveau que cette politique est étendue à tout le secteur énergétique. J'étais à Montréal hier et j'ai regardé à la télévision américaine une émission où M. Yeutter disait que les Américains avaient obtenu leur marché énergétique continental. C'est ce que les Américains voulaient et c'est ce qu'ils ont eu et c'est ce que le gouvernement a bradé.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Il y a autre chose dans le document américain. Depuis que le premier ministre s'est entretenu avec le président des États-Unis, non pas une mais deux fois, et que le vice-président américain, M. Bush, est venu à Ottawa s'entretenir avec le premier ministre, le très honorable chef de l'opposition (M. Turner) et moi-même, qu'est-ce que les Américains avaient à leur programme? Des modifications à apporter à notre loi sur les brevets pharmaceutiques. Qu'y a-t-il dans le document américain? Les Américains y annoncent avec beaucoup de fierté qu'ils ont obtenu qu'on modifie comme ils le souhaitent les règlements régissant l'industrie pharmaceutique. Une autre capitulation qui n'était qu'un projet il y a quelques mois est maintenant concrétisée dans un accord international. C'est honteux.

Des voix: Bravo!

M. Côté (Langelier): Asseyez-vous, Ed.

M. Clark (Yellowhead): Essayez de dire la vérité, Ed.

M. Broadbent: Les Américains avaient fait savoir depuis quelque temps déjà qu'ils voulaient avoir un meilleur accès à nos industries culturelles. Les membres de ces industries à Toronto et à Montréal et, dans une mesure moindre mais néanmoins réelle, sur la côte ouest, savent depuis longtemps que les Américains souhaitent leur mettre le grappin dessus. Nous constatons à nouveau, non seulement dans cet accord mais dans la décision que la société Prentice-Hall a prise il y a quelque temps, que le gouvernement est manifestement déterminé à ouvrir ce domaine à la présence et au droit de regard américains. C'est ce que vient aussi concrétiser le document dont on a convenu en fin de semaine.

Mlle MacDonald: Lisez le document, Ed.

M. Broadbent: Puis il y a la décision sur le bois d'oeuvre. Dans ce cas, les États-Unis ont eu le culot de dire à nos provinces qu'elles n'avaient pas le droit souverain de décider à quel niveau elles pouvaient établir une redevance. Voilà l'aspect fondamental de la décision. Il n'est pas question de savoir si c'est un taux de redevance plus faible ou plus élevé qui est avantageux sur le plan économique. Ce qui est incontestable, ou du moins ce qui l'était jusqu'à ce que le gouvernement actuel

entre en fonction, c'est que les provinces avaient le droit souverain de décider du prix à imposer. Ce n'était ni aux Américains, ni aux Japonais, ni aux Européens, ni à qui que ce soit de nous dire quel prix exiger pour nos richesses naturelles, jusqu'à ce que les conservateurs invitent les États-Unis à le faire. Nous rejetons cela d'emblée. La décision qui débouche sur cet accord illustre une fois de plus le genre de raisonnement sur lequel s'appuie le gouvernement conservateur.

On voit bien partout dans l'accord, pour le secteur des richesses naturelles comme pour tous les autres, que les décisions que prennent les Canadiens en matière de politique de prix ne doivent être liées ni à une stratégie régionale à long terme qui prévoirait une période de prix très faibles dans une province donnée, ni à une stratégie nationale à long terme qui nous amènerait à décider du prix de nos richesses naturelles.

M. Turner (Vancouver Quadra): Ni même au marché.

M. Broadbent: Ni même au marché. Le gouvernement accepte que les principes du marché, selon la définition qu'en donnent les États-Unis, doivent s'appliquer même à la vente de richesses naturelles canadiennes. Nous rejetons cette idée du revers de la main.

Vous constaterez également que l'optique retenue dans cet accord en matière de déréglementation des transports et des secteurs de services est celle que visent les Américains depuis un certain temps et notamment depuis l'entrée en fonction du gouvernement Reagan. Cette orientation était manifeste dans les mesures législatives visant les transports et les autres services qui ont été proposées à la Chambre. On en voit encore un exemple dans le document que nous avons en main.

Ce à quoi je veux en venir, c'est que la façon d'aborder toutes ces questions d'intérêt national qui caractérise le gouvernement dans cet accord n'est pas nouvelle. Ce que nous voyons se concrétiser aujourd'hui, c'est le résultat d'une orientation prise par les conservateurs dès leur entrée en fonction, qu'il s'agisse de l'Agence d'examen de l'investissement étranger en particulier, de l'investissement étranger en général . . .

M. Clark (Yellowhead): Du Programme énergétique national.

M. Broadbent: —des programmes énergétiques, de l'édition, ou de la vente de nos ressources naturelles.

Des voix: Neuf cent mille emplois.

• (1200)

M. Broadbent: La conclusion du gouvernement conservateur a justement été rejetée à la Chambre des communes par John Diefenbaker, qui avait la même vision du Canada que celle du premier ministre fondateur, John A. Macdonald. La bande de conservateurs qui s'est maintenant emparée du gouvernement du Canada ne considère ce pays que comme un énorme tiroir-casse qui doit faire partie de l'économie américaine et ça, c'est trahir l'histoire du Canada.

M. Clark (Yellowhead): C'est un mensonge. Cette déclaration n'est qu'un mensonge.

M. Broadbent: Comme d'habitude, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) se laisse emporter dans ses envolées oratoires. Il a de grands talents oratoires, même s'il n'a pas nécessairement quelque chose à dire. Il pourra honorer